

Nouveau tracé de l'A1: le front du refus!



Une nouvelle «balafre» pour Morges?

Par Philippe Kottelat, 25 février 2010

Celles et ceux qui, quotidiennement, empruntent l'A1 le savent bien. La plupart des Morgiennes et des Morgiens aussi. L'autoroute Lausanne-Genève, dans sa partie morgienne tout particulièrement, est devenue un véritable enfer. Ralentissements et bouchons y sont légion, même s'il est vrai que la récente mise à disposition de la bande d'arrêt d'urgence en cas de difficultés majeures va vraisemblablement permettre de fluidifier quelque peu le trafic et de réduire les nuisances.

Il n'en demeure pas moins que le problème de fond demeure. Et que pour le résoudre, l'Office fédéral des routes, avec l'aval du canton de Vaud, a décidé de «mettre le paquet» en créant une bretelle d'évitement directe enterrée entre Villars-Sainte-Croix et Morges-ouest dont le tracé final n'est toutefois pas encore déterminé. Estimé à 3 milliards de francs, ce projet figure sur la liste des goulets d'étranglements à améliorer de manière prioritaire.

Mais c'est sans compter sur la détermination du «Collectif pour une mobilité sans autoroute», qui regroupe des habitants de la région, et qui craint qu'une seconde «balafre» ne vienne défigurer la région morgienne. Pour le dire, il vient de distribuer un tous-ménages tirés à 8000 exemplaires et compte bien ne pas en rester là pour faire entendre ses revendications. De belles empoignades en vue! (lire en page 3).

CONTOURNEMENT AUTOROUTIER DE MORGES

La résistance s'organise

Par Philippe Kottelat, 25 février 2010



Un tous-ménages constatant le projet de contournement autoroutier de Morges a été distribué à quelque 8000 exemplaires.
DR

«C'est une aberration, une deuxième balafre qu'on veut infliger à la région morgienne». Jean-Frédéric Mayor ne décolère pas. Alerté par le projet de contournement autoroutier de Morges, que le canton de Vaud et la Confédération élaborent, il a, avec une vingtaine de citoyens issus de toutes communes périphériques de Morges, créé l'an dernier un «Collectif pour une mobilité sans autoroute». Après une première lettre de protestation envoyée au début de cette année à la Commission des transports du Conseil des Etats, à Berne, dans laquelle il fait part de ses craintes de voir la région défigurée par ce projet, il passe aujourd'hui à la vitesse supérieure. Il vient de distribuer un tous-ménages tiré à quelque 8000 exemplaires pour expliquer sa position et inviter les citoyens concernés à s'opposer à ce projet. «Depuis que le Grand Conseil a accepté la solution d'une bretelle entre Villars-Sainte-Croix et Morges-Ouest, la grogne prend de l'ampleur, analyse Jean-Frédéric Mayor. Chaque jour, on nous appelle dans le but de rejoindre le Collectif. Il était devenu important d'expliquer aux gens que nous ne sommes pas de simples *neinsager*, mais que nous refusons un projet qui propose une solution du 20ème siècle à un problème du 21ème».

Un projet dépassé

Car pour le Collectif, les choses sont très claires: le projet présenté est «poussiéreux et dépassé». Au lieu d'une mobilité réfléchie, il amènera du trafic et des nuisances supplémentaires et, sans résoudre le problème de Morges, il sera de plus étendu aux villages environnants. «On laisse entendre que la nouvelle autoroute sera enterrée. C'est faux! tonne Jean-Frédéric Mayor. Plusieurs viaducs doivent être construits. Il y aura des routes d'accès ainsi que des échangeurs et des entrées-sorties qui seront pour la plupart à ciel ouvert, notamment dans la magnifique plaine de la Vogéaz, le poumon vert morgien».

Et de prôner des mesures plus simples, comme ajouter côté Morges-Est une entrée direction Genève et une sortie direction Lausanne qui auraient pour effet de désengorger le centre-ville, de limiter la vitesse pour fluidifier le trafic et réduire la pollution ou encore de rendre les transports publics plus performants, financièrement plus attrayants et plus accessibles en construisant des places de parc. «On ne cesse de nous dire qu'il faut protéger notre environnement des nuisances et de vanter la mobilité douce, dit encore Jean-Frédéric Mayor. Avec ce projet, on fait tout le contraire».

Une autre vision

Mais si le Collectif a pu compter sur l'appui des neuf communes de la couronne morgienne qui, l'année dernière, avaient également fait part de leur désaccord et leur inquiétude, il n'en va plus de même aujourd'hui. «On joue sur les émotions, estime ainsi Jean-Pierre Seiler, syndic d'Echichens. Oui, nous avions fait part de nos inquiétudes par le passé, mais depuis nous avons reçu la garantie de l'Office fédéral des routes que les communes concernées seraient largement consultées. Car il faut être clair: pour l'heure, seul le principe d'un grand contournement a été accepté, mais les options précises n'ont pas été arrêtées». Ce que confirme Christian Masserey, président de Morges Région: «Dire que seuls 50% du tracé est enterré, c'est de la sculpture sur nuages, tient-il à préciser. Personne ne sait aujourd'hui le nombre d'échangeurs, de sorties ou d'autres infrastructures de ce type qu'il faudra créer, ceci pour la simple est bonne raison que rien n'a été décidé hormis le principe d'un grand contournement».

L'avenir en jeu

Et le président de Morges Région d'ajouter un autre argument à son plaidoyer: «L'autoroute Lausanne-Genève a été construite pour accueillir 25'000 véhicules par jour, on explique-t-il encore. Aujourd'hui, sur certains tronçons, on en est à plus de 100'000 véhicules et les experts, tous partis confondus, estiment que dans vingt ans, et en dépit de la construction d'une troisième voie CFF entre les capitales vaudoise et genevoise, il y aura 20% de trafic individuel motorisée en plus. Le besoin d'un contournement autoroutier saute aux yeux. C'est l'avenir de toute une région qui est en cause».

Quant à la commune de Morges, la syndique Nuria Gorrite qui avait préalablement prôné «une solution rapide et efficace» et soutenu l'idée d'un «petit contournement», elle s'est aussi ralliée à la variante d'un «grand contournement». Elle a estimé légitime que la Confédération, dès lors qu'elle intervient financièrement dans cette affaire, veuille lier la problématique de Morges à celle de Crissier.

C'est donc un Collectif aujourd'hui lâché par les élus locaux qui entame la bataille et qui envisage déjà, après la distribution de son tous-ménages, de porter le combat sur le terrain si personne ne veut l'entendre.